



Conditions générales (CG) d'utilisation des données du Registre des entreprises et des établissements (REE)

1 Généralités

1.1 Hiérarchie des normes

L'utilisation des données du REE est règlementée par l'art. 10, al. 3 de la loi du 9 octobre 1992 sur la statistique fédérale (LSF)¹ et par l'Ordonnance du 30 juin 1993 sur le Registre des entreprises et des établissements (OREE)². Les présentes conditions d'utilisation se basent sur ce cadre légal et doivent être interprétées dans le sens de ces articles.

1.2 Champ d'application

Les conditions d'utilisation règlent le rapport entre l'OFS et tout utilisateur des données du REE selon les art. 9, 9a ou 10 de l'OREE, à savoir :

- a) les utilisateurs des données à des fins statistiques (art. 9) ;
- b) les utilisateurs des données de références pour l'accomplissement de tâches légales (art. 9a); et
- c) les utilisateurs des données à d'autres fins d'intérêt public (art. 10).

2 Communication des données

2.1 Conditions formelles

Toute communication de données selon les art. 9, 9a et 10 OREE requiert une demande écrite et motivée de la part de l'utilisateur. Elle doit en particulier bien préciser le but du traitement des données du REE, à savoir une utilisation à but statistique, dans le cadre des données de référence ou à des fins d'intérêt public, et - notamment dans le cadre d'une utilisation selon les art. 9 ou 9a - les variables nécessaires à ce but.

La demande peut être faite par voie électronique via un formulaire en ligne sur le site <https://www.burweb2.admin.ch/BurWeb/Login.aspx?>. Elle ne peut être valablement déposée qu'une fois les présentes conditions d'utilisations ont été acceptées.

2.2 Objet et volume de la communication

¹ L'OFS examine la demande d'accès dans les 15 jours ouvrables. Si elle est validée, la communication des données se fait comme suit :

- a. pour l'utilisation des données à des fins statistiques selon l'art. 9 : l'OFS communique à l'utilisateur le lien pour l'accès en ligne aux données du REE décrites dans la demande d'accès et nécessaires pour le but décrit ;
- b. pour l'utilisation des données dans le cadre de la gestion commune des données de référence selon l'art. 9a: l'OFS communique à l'utilisateur le lien pour l'accès en ligne aux données de référence du REE décrites dans la demande d'accès;
- c. pour l'utilisation des données à d'autres fins d'intérêt public selon l'art. 10 : l'OFS communique à l'utilisateur le lien pour l'accès en ligne sur l'extrait des numéros d'enregistrement, de l'activité économique et de la structure de l'entreprise, pour autant que les entreprises ne s'y sont

¹ RS 431.01 - https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1993/2080_2080_2080/fr

² RS 431.903 - https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1993/2253_2253_2253/fr

pas opposées.

² Les modalités techniques de l'accès se font conformément au descriptif publié sur le site <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/registres/registre-entreprises/registre-entreprises-etablisements/burweb/documentation.html>.

2.2.1 Délimitation territoriale des données communiquées

L'OFS détermine le périmètre géographique des données communiquées en vertu du but de la demande, de la fonction et du rôle occupé par l'utilisateur. Il peut être complet (y compris des entités se situant à l'étranger ; Full), fédéral (Full Suisse), cantonale ou communal.

2.2.2 Durée de l'accès aux données

¹ L'accès aux données en ligne selon l'art. 9, 9a et 10 est illimité dans le temps. L'OFS vérifie les droits d'accès annuellement pour les renouveler ou, le cas échéant les révoquer.

² L'OFS se réserve le droit de retirer à l'utilisateur le droit d'utiliser le service avec effet immédiat en cas d'abus, d'utilisation illicite ou non-conforme aux prescriptions, sans que l'utilisateur ne puisse faire valoir une quelconque prétention envers l'OFS.

³ Les données communiquées selon les articles 9, 9a et 10 ne doivent pas être rendues à l'OFS. L'utilisateur s'engage à les traiter dans le respect des dispositions régissant la protection des données des personnes morales et physiques (à savoir la loi sur la protection des données du 19 juin 1992³ resp. - à partir du 1er septembre 2023 - les art. 57s suivants de la Loi sur l'organisation du gouvernement et de l'administration du 21 mars 1997⁴) ainsi que de l'article 19, alinéa 2 LSF concernant la communication de données dans un but statistique.

⁴ L'OFS assure l'accès au site 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, sous réserve de pannes dû à la force majeure ou à un événement hors du contrôle de l'OFS, et sous réserve des éventuelles pannes et interventions de maintenance nécessaires au bon fonctionnement du site et des services.

2.3 Coûts

¹ La communication des données du REE est en principe soumise à un émolument (art. 13, al. 1 OREE). Seul est gratuite la communication de données du REE aux services de la Confédération, aux services cantonaux ou communaux de statistique ainsi qu'à d'autres services exécutant des tâches de la Confédération (art. 13, al. 2 OREE).

² Les coûts (émoluments et débours) sont à la charge de l'utilisateur. Ils sont calculés sur la base des dispositions de l'ordonnance du 25 juin 2003 sur les émoluments et indemnités perçus pour les prestations de services statistiques des unités administratives de la Confédération⁵ et facturés avec la communication du lien pour l'accès en ligne ou la communication de l'extrait des données.

³ Le montant total doit être payé dans les 30 jours suivant la réception de la facture.

³ RS 235.1

⁴ RS 172.010

⁵ RS 431.09.

3 Obligations de l'utilisateur des données

3.1 Utilisation des données

¹ L'utilisateur s'engage à utiliser les données du REE, auxquelles il a obtenu un accès, exclusivement aux fins définies dans sa demande d'accès, validée par l'OFS. Il garantit en outre de respecter les dispositions légales applicables, notamment concernant la protection des données des personnes morales et physiques, et les présentes conditions d'utilisation.

² L'utilisateur est tenu de conserver en sécurité son code d'accès et à ne pas le divulguer à des tiers, sous quelque forme que ce soit. Il est responsable de toute utilisation de son code d'accès, y compris par des tiers.

3.2 Appariement des données

¹ Les données du REE communiquées conformément à l'art. 9 OREE **pour la réalisation de travaux statistiques, de recherche et de planification** tombent dans le champ d'application de l'art. 14a LSF. Par conséquent, l'utilisateur n'a pas le droit de les appairer avec d'autres données de l'OFS ou avec des données d'un tiers.

^{1bis} Tout appariement nécessite une demande à l'OFS (Verknuepfungen@bfs.admin.ch), qui en détermine la faisabilité et, le cas échéant, les modalités.

² La communication des données du REE conformément à l'art. 9a OREE correspond à un **intérêt public** en permettant de décharger les entreprises. Elle constitue une exception au secret statistique conformément à l'art. 10, al. 3 LSF. L'appariement de ces données ne tombe ainsi pas dans le champ d'application de l'art. 14a LSF et l'utilisateur peut les appairer avec ces données propres afin de les mettre à jours et de pouvoir exécuter ses tâches légales de manière efficace. L'utilisateur n'a par contre pas le droit de les appairer avec des données statistiques de l'OFS.

³ La communication des données du REE conformément à l'art. 10 OREE correspond également à un **intérêt public**. Elle constitue une exception au secret statistique conformément à l'art. 10, al. 3 LSF. L'appariement de ces données ne tombe ainsi pas dans le champ d'application de l'art. 14a LSF et l'utilisateur peut les appairer avec des données conformément à ses propres bases légales. L'utilisateur n'a par contre pas le droit de les appairer avec des données statistiques de l'OFS.

3.3 Transmission des données à des tiers

¹ L'utilisateur exploite les données communiquées conformément à l'art. 9 OREE pour son propre compte ; il peut pour ce faire recourir à du personnel auxiliaire travaillant sous sa surveillance et sa responsabilité. L'utilisateur veille à ce que ce personnel auxiliaire respecte les dispositions légales et les présentes conditions d'utilisation concernant les données communiquées.

² Les données communiquées en vertu des art. 9a et 10 OREE ne tombant pas sous le secret statistique, l'utilisateur peut les communiquer à des tiers conformément à ses bases légales propres et aux bases légales générales régissant la protection des données de personnes morales et physiques.

3.4 Protection des données / obligation de garder le secret / destruction des données

¹ Sous réserve des dispositions particulières de l'OREE et des présentes conditions d'utilisation, l'utilisateur s'engage à garantir la protection des données et à garder le secret sur toutes les données communiquées par l'OFS. Il respecte notamment les obligations liées à la protection des données des personnes morales et physiques et au secret de fonction prévues par la loi sur la statistique fédérale⁶ et par la loi sur la protection des données (ordonnance comprise)⁷. Il prend à cette fin toutes les mesures qui s'imposent, sur les plans organisationnel et technique, du personnel et de l'information.

² En cas de problèmes ou d'irrégularités ne permettant pas d'utiliser les données communiquées aux fins décrites dans la demande d'accès validée par l'OFS et/ou de respecter la sécurité des données, l'utilisateur est obligé d'en informer, immédiatement et par écrit, l'OFS.

³ L'utilisateur est obligé de détruire toutes les données communiquées par l'OFS en vertu de l'art.

⁶ RS 431.01.

⁷ RS 235.1 et 235.11.

9 OREE et téléchargées chez lui, une fois achevé le projet (une analyse statistique, de recherche ou de planification) auquel celles-ci étaient destinées. Il doit immédiatement confirmer à l'OFS la destruction intégrale et irrémédiable de ces données par une déclaration signée. S'il ne lui est pas possible de mener à bien le projet dans les délais impartis, l'utilisateur doit demander une prolongation de délai à l'OFS un mois au moins avant l'échéance prévue initialement.

3.5 Diffusion de résultats statistiques

¹ L'utilisateur de données REE pour un but statistique, de recherche ou de planification, ne peut publier les résultats scientifiques ou statistiques tirés de leur exploitation ou les rendre accessibles à des tiers (reproduction) qu'à condition que ces résultats ne comportent aucun élément permettant d'identifier (de manière directe ou indirecte) des personnes.

² La source *Office fédéral de la statistique, Registre des entreprises et des établissements* doit être indiquée dans toute publication imprimée ou électronique. L'OFS reçoit gratuitement un exemplaire ou un lien de chaque publication dès sa parution.

³ L'utilisateur ne rend public aucun résultat (tableaux, chiffres, etc.) basé uniquement sur les données du REE et qui correspondrait aux résultats que l'OFS pourrait publier lui-même.

3.6 Diffusion des données obtenues dans le cadre de la gestion commune des données de référence

L'utilisateur de données REE dans le cadre de la gestion commune des données de référence (art. 9a OREE) ne peut publier ces données directement. Il peut cependant les utiliser pour mettre à jour et traiter ses propres données conformément à ses bases légales propres.

4 Responsabilité de l'OFS

L'OFS décline toute responsabilité en cas de dommages causés à des tiers ou à l'utilisateur lors de la communication, du traitement, de l'exploitation ou de toute autre utilisation des données du REE par l'utilisateur. Les dispositions de la loi fédérale du 14 mars 1958 sur la responsabilité de la Confédération, des membres de ses autorités et de ses fonctionnaires (loi sur la responsabilité) sont applicables par ailleurs⁸.

5 Responsabilité de l'utilisateur des données / peine conventionnelle

¹ En cas de non-respect des présentes conditions d'utilisation ou de violation d'une clause légale liée à la protection des données ou à l'obligation de garder le secret, l'utilisateur, à l'exception des administrations publiques, doit payer à l'OFS une amende conventionnelle d'un montant de 50'000.- francs suisses. Le paiement de la peine conventionnelle ne libère pas l'utilisateur des obligations que lui imposent les présentes conditions d'utilisation et la loi.

² En cas de non-respect des présentes conditions d'utilisation ou de violation d'une clause légale liée à la protection des données ou à l'obligation de garder le secret, l'utilisateur, y compris les administrations publiques, perd immédiatement le droit d'exploiter les données communiquées. L'OFS coupe l'accès sans délai et l'utilisateur doit retourner sur le champ à l'OFS ou détruire entièrement et irrémédiablement les données téléchargées chez lui.

³ S'il commet un acte relevant du droit pénal, l'utilisateur s'expose par ailleurs à des sanctions pénales.

6 For juridique / droit applicable

¹ Sous réserve de dispositions impératives du droit, le for est Berne.

² Les présentes conditions d'utilisation sont régies intégralement et exclusivement par le droit suisse.